

PLAN

Introduction

Chapitre I : La Crise : Définition et théories.

- I - Définition de la crise.
- II - Les grandes théories de la crise.

Chapitre II : Les grandes crises capitalistes.

- I- La crise économique de 1929.
- II -La crise pétrolière de 1973.
- III-La crise actuelle.

Chapitre III : La crise financière actuelle.

- I -Les origines et les causes de la crise.
- II -Les conséquences de la crise.
- III-Les sorties de la crise.

Chapitre IV : Le Maroc face à la crise

- I- L'économie marocaine avant la crise.
- II -Les effets de la crise sur l'économie marocaine.
- III-Les mesures adoptées par l'Etat marocaine.

Conclusion générale

INTRODUCTION

Les crises se sont multipliées au cours des années ; prenant souvent la forme d'une crise « jumelle » (crise financière et crise économique) Ils disent que après une crise financière viendra une crise économique. Mais ne doit-on pas plutôt voir dans la crise financière un épisode de la crise économique que cause l'inadéquation de nos comportements (investissement, consommation) .La plus part de ces crises restent difficiles à prévoir et même leur interprétation après coup reste sujette à débats et c'est l'exemple de la crise financière de l'an 2009.

Chaque crise apparaît spécifique car elle s'inscrit dans un contexte différent et combine de diverses manières un certain nombre de mécanismes généraux. Elle génère de multiples peurs et résistances. Elle met en évidence des failles dans le management et l'autorité en général. Conséquence : les purs chercheurs ont très difficilement accès à la matière première « crise ».

Les crises rythment l'histoire du capitalisme. Elles prennent des formes diverses de sorte qu'il n'est pas aisé d'en tirer des enseignements généraux. Cependant, Il n'y a pas de capitalisme sans crises. Charles P. Kindleberger l'a montré sur la longue période depuis le XVIIe siècle.

A lors la question qui se pose **est ce que le mode d'économie le plus dominant actuellement sur la terre est-il un provocateur de crise ?**

L'objet de cet exposé est de dresser un tableau très complet et éclairant la crise à partir de quatre chapitres principaux :

❖ **Chapitre I - : Les théories de la crise.**

Cette partie se trouve délimite le champ théorique extrêmement rigoureux au sein duquel il est défini par un ensemble des écoles et des théoriciens.

❖ **Chapitre II - : Les types de crise qui a connu le capitalisme.**

Ce chapitre est consacré à des différents types de crise qui a connu le capitalisme depuis 1929 jusqu'au ce jour ; Car le capitalisme est le mode économique le plus dominant sur le globe.

❖ **Chapitre III - : La crise actuelle.**

Sujet principal du monde financier et bancaire du début de ce siècle d'où l'importance de cet exposé.

❖ -**Chapitre IV** - : Le Maroc face à la crise actuelle.

Cette partie est consacrée à l'étude de l'impact de la crise actuelle sur l'économie marocaine.

Chapitre I : Les théories de la crise

Depuis et jusqu'alors, l'analyse des crises économiques en particulier les crises financières a toujours préoccupé pas mal d'économistes. Les pays développés, tout comme les pays émergents, ou en développement ont été toujours victimes de ces crises les uns après les autres mais d'une intensité inégale. Suivant le courant de pensée, les théoriciens essayent chacun d'analyser le fondement de leur analyse quant aux natures, causes et mesures de prévention de chaque crise.

I-définition de la crise :

La crise est défini :

Etymologiquement : manifestation grave d'une maladie, issu du grec *krisis*, décision, jugement.

Une **crise** est un événement social ou personnel qui se caractérise par un paroxysme **des** souffrances, des contradictions ou des incertitudes, pouvant produire des explosions de violence ou de révolte. La crise est une rupture d'équilibre ; c'est une phase grave dans une évolution.

Une **crise financière** concerne les acteurs en difficultés financières, ayant du mal à payer leurs engagements à leurs créanciers. Les agents économiques concernés sont souvent proches de l'état de cessation de paiement. C'est donc un problème de fonds pour l'entreprise, cela peut traduire d'une mauvaise gestion ou d'un environnement économique très défavorable, pesant sur l'activité de l'entreprise. Les raisons peuvent être nombreuses. Une crise financière peut être d'échelle différente. Elle peut être régionale, nationale, mondiale, ou se limitée à un seul secteur d'activité. Elle peut même concerner un seul et unique agent, l'entreprise. Mais, cela dépend de la taille de l'acteur économique et de son rôle dans l'activité économique d'une place. Si celui ci est de taille importante, l'impact sur les autres acteurs sera d'autant plus fort. En effet, il y a un effet de contagion. Une société traversant une crise financière ne peut plus tenir ses engagements financiers. Ces créanciers peuvent eux même se retrouver en difficulté financière. Ainsi, l'ampleur de la crise financière grandit et peut atteindre l'échelle mondiale. Par ailleurs, si l'acteur est coté en bourse, la crise financière peut se coupler avec une crise boursière. Si l'entreprise va mal, ses résultats vont être mauvais et leur publication fera chuter le cours de bourse. La encore, la part de la société dans l'indice ou elle est cotée est très important. Une grosse entreprise peut de par son poids dans l'indice et par effet de contagion, entraîner la chute de l'indice.

Une **crise économique** est une dégradation brutale de la situation économique d'un pays ou d'une zone économique, conséquence d'un décalage entre la production et la consommation. Elle se traduit par une forte augmentation du chômage, par une baisse du PIB (Produit Intérieur Brut), un accroissement du nombre de faillites, une baisse du pouvoir d'achat...

Cette dernière était et reste toujours un débat entre les théoriciens ; qui ont analysé ses causes et ses issues.

II - Les grandes théories de la crise

Comme l'Homme est un être économique de nature ; et dès l'apparition des sciences économiques chez les anciens Grecs. Les économistes ont été intéressés à l'étude des crises économiques ; l'ennemi principal du développement et de richesse ; chacun à partir de ses idéologies politiques d'où la variété des théories existantes.

A- L'intervention de l'Etat et la surpopulation engendrent la crise : la théorie de l'école classique (Smith, Malthus)

Le droit de propriété privé apparaît comme fondamental pour les classiques, l'individu propriétaire d'un bien de production va l'exploiter au mieux pour ses propres intérêts " laissez faire laissez passer ". Mais la poursuite d'un intérêt individuel tel que le profit, le conduit à produire de la façon la plus efficace et à moindre coût. Par conséquent le prix de vente s'en trouve affecté ; l'acheteur paie moins cher et il enregistre lui aussi une satisfaction. La poursuite d'un intérêt individuel parvient à satisfaire un intérêt collectif.

Aussi va de pair avec le droit de propriété privé. Il s'agit pour les tenants de l'école classique de laisser les mécanismes du marché fonctionner par la force des choses qu'il appelle " main invisible " il sera efficace pour lui de laisser faire le libre jeu du marché sans aucune intervention de l'Etat dont la richesse est l'intérêt général. Toute intervention de l'Etat autre que pour faire respecter les lois en la matière est nuisible à l'économie. La liberté d'entreprendre et de commercer est un credo de l'école classique.

D'une autre part les classiques dénoncent la surpopulation qui engendre la crise et prônent la limitation de la naissance comme condition de prospérité. Pour MALTHUS la population augmente selon une progression géométrique (1, 2, 4, 8, 16...etc.) Tandis que la production de la terre travaillée par l'Homme n'augmentait dans le même temps que selon une progression arithmétique (1, 2, 3, 4, 5...etc.) la loi de population permettait aussi de défendre le système libéral en moment qu'il n'était pas la cause de la pauvreté, et de rejeter l'intervention de l'Etat.

B- La crise nécessaire et inéluctable : Théorie marxiste de la crise (Marx, Engels, Lénine, Luxembourgeois)

Selon la théorie marxiste il faut conduire le mode de production capitaliste au mode de production socialiste ou communiste. à travers une série de crises, le capitalisme doit peu à peu s'effondrer pour laisser la place au socialisme (à chacun selon son travail), puis au communisme (de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins) caractérisé par l'abolition de l'Etat, des classes sociales et de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Seul le travail vivant crée de la valeur. Or poussé par la concurrence, le capitaliste utilise de plus en plus des machines et donc du travail mort. Il déclenche ainsi la crise. Même si le rendement du travail vivant augmente, sa quantité diminue. Il en résulte : une diminution de la demande de biens de consommation puisqu'il y a de plus en plus de chômeurs ce qui diminue l'incitation à produire ; un déséquilibre entre la section produisant des biens de consommation et celle produisant des biens de production ; une baisse de la rentabilité du capital puisque les prolétaires, soit au niveau de la répartition (partage profits - salaires) soit au niveau de la production (lutte contre les cadences) lutteront contre les capitalistes ; une baisse inéluctable du taux de rentabilité du capital puisque le capitaliste aura recours de plus en plus au capital constant (autrement dit aux machines ou travail mort). L'existence de contre-tendances : concentration du capital, prise en charge par l'Etat d'une partie du capital, ne sont que des solutions de court terme.

C-La crise est impossible : l'école néo-classique (Say, Hayek, Friedman, Laffer, Buchanan)

La crise est impossible dans un système d'économie de marché de concurrence pure et parfaite. Toute offre crée sa propre demande selon la loi de J. - B. Say. Si une crise se produit cela peut être dû au non respect des conditions de concurrence pure et parfaite (présence des syndicats, non contestabilité des marchés) ou à l'intervention de l'Etat que cela soit pour stabiliser la conjoncture, pour la politique de redistribution ou pour l'allocation des ressources. Ainsi, la multiplication des réglementations et des programmes étatiques de lutte contre la pauvreté et le chômage produit-elle l'inverse du but recherché (trappes à chômage et à pauvreté).

D- L'économie n'est pas un casino : Théorie keynésienne

Keynes (1883-1946); l'un des plus influents du 20e siècle a parlé des dangers associés à la domination de la finance sur l'entreprise et sur l'économie. «Le développement économique d'un pays, disait-il, ne doit pas être le résultat de l'opération d'un casino, c'est-à-dire qu'il ne doit pas être mené par la bourse.» Selon Keynes, pour éviter les crises ; l'entreprise doit reprendre sa place au centre de l'économie. «Il croit que la finance doit être au service de l'entreprise, et non l'inverse».

Keynes a révolutionné la gestion de l'État dans les années de l'après-guerre. Meilleure redistribution des revenus, relance de la consommation grâce à une baisse des taux d'intérêt et investissements publics pour assurer le plein emploi sont les mots d'ordre de cette révolution. «Pour Keynes, le capitalisme n'est pas un organisme autorégulateur. L'intervention de l'État est nécessaire pour réguler l'économie.»

Ayant été témoin de la crise financière des années 30, il prônait un encadrement des flux de capitaux et du marché bancaire. "Nationaliser les banques, comme on vient de le faire en Angleterre," c'était son idée. Selon lui, la circulation des capitaux était une affaire beaucoup trop importante pour être laissée entre les mains des spéculateurs. Pour lutter contre la spéculation, Keynes a même proposé de taxer les mouvements de capitaux.

La crise est contingente. Deux éléments jouent un rôle : la monnaie et les anticipations de la demande. La monnaie peut être conservée pour elle-même et ainsi provoquer des fuites dans le circuit économique. Comme les entreprises produisent lorsqu'elles ont la certitude d'écouler leur production, elles vont chercher à anticiper la demande. Il en résulte un niveau de production qui satisfait la demande mais qui ne correspond pas forcément au plein emploi. Il n'existe pas de mécanisme autorégulateur. Donc le chômage peut accentuer les comportements d'épargne de précaution et les mauvaises anticipations des entrepreneurs. Seule l'intervention de l'Etat par une politique économique adéquate peut susciter une demande supplémentaire

E-La crise est le résultat de l'absence du modèle " Fordisme" : l'école de la régulation : (Aglietta, Boyer, Coriat, Piore...)

Ce courant de pensée s'est développé sous l'influence de plusieurs théoriciens d'inspiration keynésienne qui insistent sur l'importance des règles et des rapports sociaux dans l'analyse de la croissance et des crises sociales, leur point commun est de repenser, réanalyser les théories ou apports économiques en tenant compte de l'environnement politico historique au moment de leur formulation.

Ils opposent en particulier un modèle de régulation concurrentielle, dominant dans la moitié du XIX siècle et cela jusqu'à la crise de 1929 qui se caractérise par une faible croissance de la productivité .l'augmentation des salaires très lente et la concurrence entre les entreprises particulièrement sévère .alors une crise se traduit (résultat des faillites nombreuses car les revenus et la consommation diminuent) .Peu à peu, se met en place un mode de régulation monopole qui se caractérise par un modèle de croissance que l'on a appelé « **Fordisme** » caractérisé par un cycle

vertueux ou, grâce aux gains de productivité, consommation de masse et production de masse s'entraînent mutuellement.

Autre divergence : une appréhension nouvelle de la crise économique .Pour eux, on assiste à une crise de type spécifique qui est une crise de mutation .En effet le système fordiste est rejeté .le développement des nouvelles technologies, l'élévation du niveau global, l'internationalisation des économies, entraîne de nouvelles demandes de la part des agents économiques et exigent des réponses innovantes.

Chapitre II : Les types de crises capitalistes

Le capitalisme est un système économique fondé sur la propriété privée des moyens de production et la régulation de la production par le marché, donc l'échange. Il s'est développé et affermi au XVIIIe siècle en Europe et aux Etats-Unis. Ce dernier a connu plusieurs crises à ce niveau il est jugé indispensable de poser la question suivante : quelles sont les types des crises capitalistes ?

I-La crise de 1929 : Crise de surproduction

La crise économique de 1929 et la Grande dépression des années trente représentent certainement, encore de nos jours, la période la plus sombre qu'aient connu les économies capitalistes. Même après 75 ans, cette crise reste toujours présente à l'esprit des investisseurs. L'effondrement de la bourse la plus puissante du monde a marqué l'imaginaire des gens. La compréhension des causes, des conséquences et des moyens utilisés pour sortir de cette crise majeure est essentielle à une meilleure analyse des relations économiques internationales aujourd'hui.

A- Les causes de la crise de 1929

On distingue à ce niveau entre :

- *Une croyance aveugle dans le système capitaliste*

Après la première guerre mondiale, soit durant les années 20, surnommées les " années folles "aux États-Unis, la croissance de l'économie (surtout américaine) semble illimitée: On croyait avoir vaincu le cycle économique. L'économie tourne à plein régime et les entreprises augmentent leur production. Cette croissance industrielle s'est répercutée sur le marché boursier. Les occasions de faire des profits sur les placements à la bourse attirent plusieurs investisseurs. Les politiciens américains encourageront la création de bulles spéculatives en étalant des discours teintés d'un optimisme presque euphorique.

- *Des pratiques financières imprudentes dans un système financier fragile*

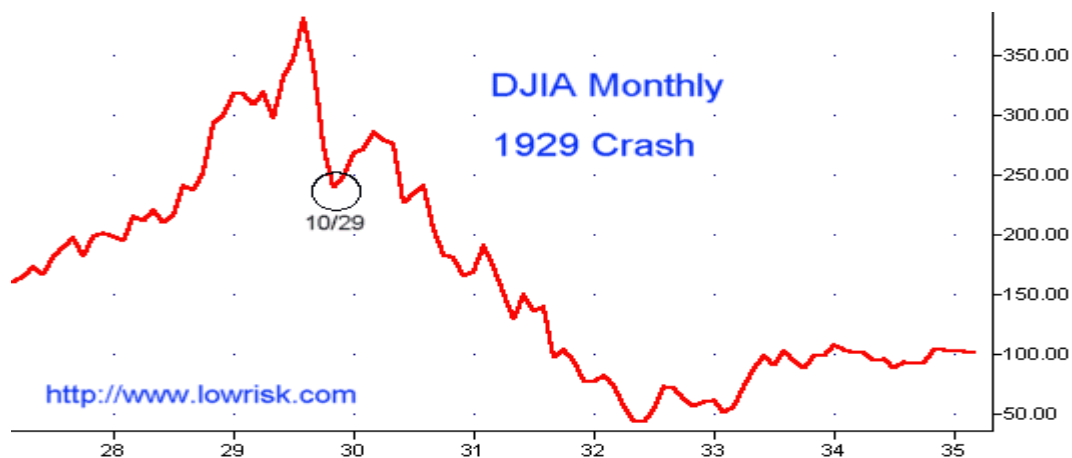
Aux États-Unis, la situation économique particulièrement favorable facilitait l'accès quasi illimité au crédit pour les particuliers, les investisseurs et les entreprises. Poussés par un cet élan d'optimisme, certains de ces investisseurs empruntent même sans garantie pour spéculer sur le marché boursier. Par exemple, un spéculateur n'avait besoin que de 5% en capital pour acheter des actions. Cette mise de fond lui permettait aisément d'emprunter la différence (95%) auprès du courtier ou de la banque. Ce laxisme dans le degré de couverture des emprunts et l'imprudence des banques à prêter pour de la spéculation, sont des causes importantes de la crise boursière qui a entraîné la faillite des banques.

- La surproduction

Selon plusieurs économistes, la surproduction à l'échelle mondiale constitue une des principales causes de la crise. Quatre facteurs peuvent mener à la surproduction : Premièrement, durant les années 20, les États-Unis et le Japon qui avaient augmenté leur production durant la guerre, continuent à produire pour la reconstruction de l'Europe. Deuxièmement; des pays et colonies qui fournissaient des matières premières durant la guerre se sont industrialisés, ce qui augmente la production mondiale. Troisièmement, la reconstruction rapidement complétée en Europe permet aux puissances économiques européennes de retrouver leur capacité de production d'avant guerre, ce qui vient gonfler encore plus la production mondiale. Enfin, une révolution technologique créée par le développement de nouveaux modes de production associés au fordisme, a aussi contribué à la surproduction. Tout est alors en place pour une crise de surproduction : le manque de débouchés fait que les usines ne peuvent plus vendre leurs stocks, les prix chutent rapidement et les faillites se succèdent.

-Le krach boursier de 1929 : l'élément déclencheur de la crise

Le Krach boursier d'octobre 1929, ne constitue pas une cause en soi de la crise économique, mais plutôt l'élément déclencheur. Après la guerre, la bourse de New York a surpassé celle de Londres. L'indice boursier Dow-Jones est à la hausse et ne semble pas vouloir s'arrêter de grimper... Les investisseurs empruntent pour spéculer sur la valeur des actions: Le prix des actions est alors fortement surévalué. La hausse des taux d'intérêt aux États-Unis incite plusieurs investisseurs à sortir leurs placements en bourses afin de les déposer dans les banques. Lorsque, pour avoir rapidement de l'argent liquide, certains investisseurs décident de vendre leurs actions à des prix de plus en plus bas, on assiste à une panique sur le marché boursier. Tous voulaient vendre à tout prix et personne ne voulait acheter. La bourse de New York s'effondre lors du célèbre " Jeudi noir " du 24 octobre 1929 entraînant la faillite de milliers d'entreprises, de banques, de courtiers et d'investisseurs.



Graphique 1 : Indice Dow -Jones de 1929 à 1935

Donc quelles sont les conséquences de cette crise ?

B- Les conséquences de la crise de 1929

La crise de 1929 a engendré plusieurs conséquences à savoir :

-Les conséquences politiques

La première conséquence de la crise est la seconde guerre mondiale On sait en effet que sans la crise, Hitler ne serait sans doute pas parvenu au pouvoir. Cependant, la guerre résulte avant tout du mauvais règlement de la précédente.

La deuxième conséquence politique de la crise fut l'affaiblissement de la position idéologique de l'Ouest par rapport à l'EST dans la guerre froide : si elle ne fut pas la « grande crise » du capitalisme que certains espérèrent sans doute, la crise ne fut résolue aux yeux des contemporains que par des méthodes étatique y compris aux US.

Le dernier effet politique majeur de la crise est la résolution du problème européen. En 1945, américains et européens se rappelèrent le rôle dans la crise des conflits sur les réparations et les dettes de guerre et celui de la crise dans la reprise de la guerre Franco-allemande. Prévues initialement, les réparations furent finalement abandonnées, tandis que les Etats-Unis organisèrent la reconstruction de l'Europe et encouragèrent l'intégration des économies allemande et française pour rendre la guerre impossible, à commencer par la mise en commun du charbon et de l'acier dans la CECA. Dans une Europe appauvrie où les importations étaient aussi nécessaires à la reconstruction qu'étaient rares les moyens de les payer, les Etats-Unis acceptèrent de relancer les échanges avant de restaurer un système monétaire international stable, se souvenant du rôle des stabilisations désordonnées des années 1920 dans le démarrage de la crise. Les accords de Bretton-Woods restèrent donc durablement une coquille vide (jusqu'à 1958 en Europe) tandis qu'était mise en place une Union Européenne des Paiements dessinée de manière à favoriser la coopération et le commerce en Europe et appuyée par les Etats-Unis (dont la dotation au financement du fonds de roulement de l'UEP joua un rôle crucial dans le succès). On notera que cette politique, en apparence purement économique, fut organisée par le Département d'Etat américain contre l'avis d'un Trésor plus soucieux d'un retour à l'étalon-or et au business as usual. On sait quel fut son impact dans la réconciliation franco-allemande, le démarrage de l'Union européenne, la stabilité politique de l'Europe de l'ouest et son arrimage définitif aux Etats-Unis.

La différence entre les deux après-guerres tient ainsi au rôle différent des Etats-Unis, qui, largement inspirés par le souvenir des années 1930, assumèrent l'hégémonie après 1945. Le fait que l'hégémonie américaine ne fut plus contestée, même par l'Angleterre, contribua naturellement au résultat.

- Les Conséquences économiques

Les conséquences principales de la crise sur les relations économiques internationale portent sur la mise en place d'institutions internationales destinées à assurer la coopération ou à faciliter la négociation afin d'éviter les ruptures dommageables à l'ensemble de l'économie mondiale.

L'interprétation de la dépression qui modela la réorganisation économique de l'après-guerre est la suivante: la transmission internationale de la dépression résulte de l'importance des flux de capitaux à court terme spéculatifs (hot money), de la fragilité des systèmes bancaires, de l'absence de coordination entre banques centrales, des dévaluations compétitives et de la rigidité excessive du système de changes fixes. D'où la création à Bretton-Woods d'un système de changes fixes mais ajustables : fixes parce que l'on pensait alors toujours que cela favorisait les échanges internationaux ; ajustables parce qu'en cas de déséquilibre majeur, il valait mieux dévaluer que contracter l'économie ; mais ajustables avec l'accord du FMI, ce qui permettait d'éviter les dévaluations compétitives. Dans ce système, les gouvernements étaient autorisés à maintenir des contrôles aux mouvements de capitaux (pour éviter les attaques spéculatives), et même encouragés à les surveiller, ce à quoi s'employaient également le FMI et la BRI). Enfin, étaient créés des programmes d'aide du FMI pour faciliter les ajustements structurels, toujours douloureux.

Deux autres traits du système monétaire international d'après-guerre tirèrent également les leçons de la crise, non sans effets pernicioseux à terme : la prééminence du dollar et la création abondante de liquidité internationale. La prééminence des Etats-Unis à la fin de la guerre conduisit à un système monétaire international qui achevait l'idée d'étalon de change-or de la conférence de Gênes : le dollar servirait de réserves aux banques centrales des autres pays, et ne serait plus

convertible en or que pour elles. Cette organisation évitait naturellement la lutte pour la suprématie, mais permettait l'abus par les Etats-Unis de leur pouvoir de création de la monnaie internationale. Longtemps pourtant ce risque fut négligé car, autre souvenir de la crise, on s'inquiétait davantage de l'inverse : la pénurie de liquidité internationale qui pouvait résulter de l'étalon-or. La peur de la déflation (et l'espoir de certains de les substituer aux dollars) amena d'ailleurs tardivement le FMI à créer les Droits de tirage spéciaux (DTS), embryon de monnaie internationale dont l'échec permit de percevoir les limites atteintes alors par la coopération internationale.

Au delà du système monétaire international, l'organisation du GATT, forum de coopération internationale destiné à faciliter les échanges commerciaux trouva aussi son inspiration dans l'effondrement du commerce international qui eut lieu pendant la crise du fait de la succession de protections tarifaires, de prohibitions et de dévaluations compétitives. Fonctionnant selon le principe de la nation la plus favorisée, le GATT limita les conflits commerciaux bilatéraux, et empêcha les successions de rétorsions en fournissant un espace où les responsables des politiques commerciales s'habituèrent à négocier.

L'ensemble de la reconstruction des relations économiques internationales après la guerre peut donc se lire comme un effort pour organiser une coopération internationale afin d'éviter le retour d'une crise analogue à celle des années 1930. Cet effort fut couronné de succès puisque paix, croissance et intégration internationale allèrent de pair. Il est donc paradoxal, mais cela témoigne aussi de l'importance continuée de la crise dans les esprits, de voir que dans les années 1960, c'est au nom d'une nouvelle lecture de celle-ci que les critiques s'attaquèrent au système de Bretton-Woods. On contesta le rôle des mouvements de capitaux dans la crise pour privilégier les erreurs de politique monétaire. On affirma que les changes flexibles auraient facilité l'ajustement de déséquilibres structurels réduits à des différences de politiques monétaires (cf. ci-dessus). Néanmoins, il s'agissait sans doute davantage de justifier un refus croissant de coopération (ou de l'hégémonie américaine) que d'une nouvelle analyse de la crise. Le retour d'une hégémonie américaine depuis la chute du mur de Berlin et une décennie de croissance rapide permet à un seul pays de résoudre des crises financières encore fréquentes, toujours dans le souvenir du besoin vital d'un prêteur international en dernier ressort. Il reste que l'émergence de l'Union européenne comme puissance monétaire porte en germe une rupture de cette hégémonie face à laquelle la leçon de l'entre-deux-guerres semble encore de construire sans relâche des lieux de coopération permettant d'éviter incompréhension, lenteur et inefficacité dans la lutte contre les crises.

C- Les solutions envisagées pour contre carrer la crise de 1929

La crise économique amène les économistes et les gouvernements à élaborer des solutions pour s'en sortir. Dans la prochaine section, nous verrons diverses pistes de solutions proposées en réponse à la crise.

- La réponse du capitalisme

La pensée économique traditionnelle est critiquée: le système capitaliste basé sur le libre marché ne semble plus fonctionner. Certains économistes, comme John M. Keynes, critiquent la pensée classique selon laquelle le marché tend toujours vers le plein emploi. Keynes, sans condamner le capitalisme, propose que l'État intervienne dans l'économie pour sortir de la crise des années trente, en accroissant les dépenses totales par un déficit budgétaire. La théorie keynésienne constitue une ébauche de ce qui deviendra plus tard l'État-providence.

Après son accession au pouvoir en 1932, le président américain Franklin Roosevelt (photo ci-contre) est l'un des premiers à favoriser l'intervention de l'État dans l'économie pour contrôler les prix (des denrées agricoles entre autres) et les salaires. Il adopte aussi des lois qui réglementent la concentration industrielle (loi anti-trust). Cependant, c'est par les dépenses gouvernementales dans l'économie pour le financement des travaux publics, que Roosevelt entend sortir l'économie

américaine de la crise. L'ensemble de politiques interventionnistes mises en place par Roosevelt constitue ce qu'on appellera le " New Deal ".

En Europe, la Suède fait figure de précurseur en appliquant (même avant l'heure !) les théories keynésiennes rapidement après le début de la crise. Déjà en 1936, la Suède s'était sortie de la crise grâce à l'intervention de l'État dans l'économie.

- La réponse de la gauche

L'URSS n'est pas touchée par la crise car elle est isolée du monde capitaliste. Déjà depuis 1928, l'État soviétique adopte des plans quinquennaux dans lesquels les objectifs de production sont planifiés pour une période de cinq ans. L'État répartit donc la production de chaque entreprise dans toutes les régions du pays afin d'assurer le plein emploi. La Crise de 1929 conforte l'URSS dans son choix d'un régime socialiste. La stabilité du régime soviétique encouragera les courants socialistes dans les pays fouettés par la crise.

- La réponse de l'extrême droite

La montée du totalitarisme en Europe constitue la réponse de l'extrême droite au communisme et au capitalisme. En effet, les dirigeants comme Hitler en Allemagne répondent à la crise en prenant le contrôle de l'économie de leurs pays. Par le corporatisme et en regroupant les citoyens autour d'une forte identité nationale, ces régimes dictatoriaux luttent contre le communisme en Europe et proposent une alternative au capitalisme en crise. Adolf Hitler, par ses positions anti-socialistes, sera fortement appuyé par la bourgeoisie allemande. Le régime national-socialiste (Nazi) d'Hitler qui commence en 1933, prône entre autres l'autarcie, c'est-à-dire l'autosuffisance en économie fermée. Par des mesures protectionnistes ou en substituant les importations par des produits de remplacement (caoutchouc et essence synthétique par exemple), l'Allemagne s'isolera pour sortir de la crise. Cependant, c'est surtout par la relance de l'industrie militaire à partir de 1935, que ce pays réussit à surmonter la crise.

L'entre-deux guerres et la deuxième guerre mondiale constituent une période durant laquelle chacun tente de prouver la valeur de son modèle. En Europe, le désir de l'Allemagne d'accroître son espace vital se dessine de plus en plus clairement. Il en va de même pour l'Italie de Mussolini et sa volonté d'acquérir des colonies en Lybie et en Éthiopie (1935). Enfin, en Asie, le Japon démontre sa volonté d'accroître son emprise sur cette région du globe en prenant la Mandchourie (qui deviendra le Manchoukou) à la Chine (1932).

II- La crise pétrolière de 1973

Dès la fin des années 1960 apparaît des signes d'essoufflement dans les économies capitalistes. Depuis le 1^o choc pétrolier de 1973 et la récession de 1974, le monde est plongé dans une crise économique: il n'y a pas d'explications simples et encore moins simplistes. L'économie mondiale a connu une profonde mutation avec la fin de deux grands modèles économiques: l'économie planifiée et le fordisme. Une nouvelle géographie se dessine aussi avec l'émergence de l'Aire Pacifique pendant que le vieux continent stagne dans la crise.

A- les origines de la crise

1. Les causes structurelles

Dès la fin des années 1960 des problèmes se posent: le chômage, les salaires, l'inflation progressent. L'inflation est un moyen artificiel pour soutenir la hausse des salaires.

De plus le système monétaire international se dérègle ce qui déstabilise l'économie mondiale. En **1971**, les États-Unis connaissent leur premier déficit commercial du siècle. En **août 1971**, le président Nixon décide de suspendre la convertibilité en or du dollar. C'est la fin de " l'étalon change-or ". Cette décision permet aux Américains d'émettre autant de dollars qu'ils veulent. C'est la fin du système de Bretton-Woods (1944) qui permettait des parités fixes entre les monnaies et assurait ainsi la stabilité de l'économie mondiale. Le dollar est dévalué en **1971** et **1973**. Depuis les accords de la Jamaïque en janvier **1976**, le cours des monnaies les unes par rapport aux autres varie librement en fonction de l'Offre et de la Demande. Toute référence à l'or pour définir une monnaie est interdite. Les monnaies deviennent un enjeu de spéculation: le dollar baisse entre 1976 et 1980, puis il monte entre 1980 et 1985 pour baisser à nouveau depuis. Ce dérèglement du **S.M.I.** gêne considérablement l'activité économique et favorise la progression du chômage. (Problème du coût des importations entre le moment d'achat et le moment du paiement).

2. Les causes conjoncturelles

Pour lutter contre l'inflation les gouvernements renchérissent le crédit et alourdissent la fiscalité: la croissance ralentit.

La guerre du **Kippour** d'octobre 1973 décide l'O.P.E.P. a multiplier par 4 les prix du pétrole: cela alourdit la facture des importations et relance l'inflation.

B – Les conséquences de la crise

La crise apparaît d'abord comme une crise classique, après 3 décennies de croissance, il se produit une récession: recul des productions industrielles, baisse du commerce international, forte crise dans la sidérurgie dès 1975 à cause d'une augmentation de l'Offre en provenance des N.P.I.

Mais pour la première fois la crise combine le chômage et l'inflation (>10% en 1975): c'est la **stagflation**. La stagflation est le résultat à la fois de la baisse de l'activité économique et d'une hausse de l'inflation. Or auparavant on été persuadé que l'inflation ne pouvait se conjuguer qu'avec l'emballement économique (besoin d'augmenter la masse monétaire). En réalité la crise est plus structurelle que conjoncturelle.

C- Les réponses à la crise

Plusieurs solutions sont envisagées :

1 - La réponse keynésienne

De nombreux gouvernements ont mené une politique keynésienne pour résoudre la crise (Chirac en 1975, Mauroy en 1981, Carter en 1977-78). La recette keynésienne avait connu un certain succès lors de la crise de 1929. Pour Keynes, c'est l'État qui doit relancer la consommation en aidant les entreprises en difficultés et en augmentant le revenu des populations (en particulier les prestations sociales) quitte à connaître un déficit budgétaire. Une fois la relance faite, le déficit devrait disparaître de lui-même (aujourd'hui, il n'y aurait pas de déficit de la Sécurité Sociale si il n'y avait pas de chômeurs). C'est la théorie de la Demande.

Mais les déficits deviennent vite lourds à porter. Ils affaiblissent les monnaies (dévaluations) ce qui favorise les exportations mais handicape les importations. De plus ils augmentent fortement les prélèvements obligatoires, autant d'argent qui ne va pas dans la modernisation de l'économie. Enfin, avec la mondialisation de l'économie, la relance de la consommation ne favorise pas forcément les entreprises nationales. Ainsi quand Pierre Mauroy a considérablement augmenté le revenu des français, ce sont les importations qui ont explosé.

2 - La réponse libérale

C'est une vieille théorie qui remonte au XVIII^e siècle (Adam Smith) remise à l'ordre du jour par l'économiste américain Milton Friedman au milieu des années 1970 (école monétariste de Chicago). Pour lui, l'État doit respecter l'équilibre budgétaire et contrôler l'inflation (la masse monétaire). Pour cela l'État doit se désengager de la vie économique et sociale en diminuant les prélèvements obligatoires (privatisations en France). Il faut donc mener une politique d'austérité et de rigueur en commençant par diminuer les dépenses sociales. C'est la théorie de l'Offre.

Cette politique est adoptée par Thatcher en Grande-Bretagne et par Reagan aux États-Unis. En France, elle influence fortement les gouvernements. Même Pierre Mauroy bloquera les salaires pour maîtriser l'inflation.

C - D'autres solutions

Il n'est pas possible de parler de succès ni pour l'approche keynésienne, ni pour la réponse libérale. En effet, dans la plupart des pays développés, le chômage atteint des records et quand le taux est bas cela cache la plupart du temps des petits boulots. Pour certains la crise s'explique par des cycles économiques (Kondratieff, Kitchin) rien n'est moins sûr.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui réfléchissent sur d'autres solutions comme la diminution du temps de travail (nous sommes passé des 40 heures en 1936 à 39 aujourd'hui).

III- La crise financière actuelle

Le système bancaire américain et européen traverse une crise financière sans précédents :

C'est la panique totale sur les marchés financiers , les banques vivent les semaines les plus noires de leur histoire ,elles dégringolent dans une spirale infernale et les cotations de certaines banques ont été purement suspendus .Les grandes banques internationales s'écroulent les unes après les autres et des centaines de milliers de clients ne peuvent plus effectuer aucune opération de retrait .Aux USA , le crédit à la consommation des ménages constitue le moteur de la croissance économique .En effet pour doper l'économie et encourager la consommation , les autorités monétaires ont baissé le niveau des taux d'intérêt , ainsi les ménages américains se sont rués le crédit quasiment gratuit (taux d'intérêt : 1%) et le secteur immobilier a largement bénéficié de cette manne financière .Alors d'où vient cette crise et comment il a frapper lourdement sur l'économie internationale ?

Chapitre III : La crise actuelle.

La crise actuelle est un moment d'un processus historique quasi-permanent des marchés financiers qui dure depuis au moins quatre siècles. Alors pour mieux comprendre la crise actuelle , il faut remonter vers la fin des années 1970 quand la mondialisation prend un nouvel essor sous le signe de la remontée en puissance des forces du marché par rapport aux Etats, symbolisée par un intense mouvement d'innovation financière visant à faciliter la transformation de l'épargne à l'investissement, mais on peut dire que la crise actuelle est la conséquence directe d'éléments qui se sont mis en place depuis la crise Internet, il y a 6 à 7ans. Il faut d'abord remonter au mois de Mars 2000, avec l'explosion

de nouvelles technologies et le début de la chute du Nasdaq. Les américains qui avaient beaucoup investi en bourse, commencent à s'appauvrir. C'est le premier assaut sur la croissance américaine.

Le deuxième assaut sur une croissance américaine déjà fragilisée survient un an plus tard, le 11 septembre 2001. Pour ne surtout pas donner cette victoire à ce que l'on a appelé le terrorisme qui souhaitait faire plonger le système financier et l'économie américaine, et éviter la récession, les autorités monétaires américaines ont décidé d'investir massivement des liquidités.

Leur objectif : Créer une nouvelle bulle qui va permettre aux américains de s'enrichir artificiellement. La Réserve Fédérale a inondé les marchés d'argent à court terme quasiment gratuit, ce qui a favorisé la création d'une bulle de l'immobilier.

I-Les causes de la crise :

Après l'explosion de la bulle spéculative sur les nouvelles technologies en 2001, le marché immobilier a connu un essor spectaculaire. La croissance a été portée en partie par les subprimes, qui représentaient 24% des crédits immobiliers octroyés aux Etats-Unis, ce type de prêt passe de 120 milliards USD en volume en 2001 à 600 milliards en 2006.

1. Subprimes et crise de l'immobilier :

En temps normal, un particulier qui souhaite acquérir un logement peut emprunter en fonction de son salaire et de sa capacité à rembourser. L'emprunt est donc proportionnel au salaire. Si vous ne gagnez pas beaucoup, vous ne pouvez pas emprunter beaucoup, donc vous ne pouvez pas acheter.

Qu'est ce que les subprimes?

Les américains ont donc créé des subprimes: des prêts hypothécaires consentis à la classe moyenne américaine, c'est-à-dire vous empruntez ce que vous voulez, même si le salaire n'est pas très élevé, mais c'est la maison qui est en garantie. En clair, si vous ne pouvez pas rembourser, la banque récupère la maison et la vend. Mais quand les prix de l'immobilier baissent, les banques paniquent!

2. Rôle des banques dans la crise: problème de transparence :

Aujourd'hui, la financiarisation de l'économie a mené à une véritable dérégulation des marchés financiers. Les opérations sont complexes, les acteurs multiples. La crise des subprimes est une illustration de cette complexité et du manque de transparence des marchés financiers.

A-Crise de transparence :

Le système des subprimes est beaucoup plus complexe que le système de prêt classique, quand un emprunteur demande à son banquier de lui prêter de l'argent. Le système des subprimes permet de transformer les emprunts en titre, et les taux sont variables. De plus, dans 70% des prêts accordés aux USA, une tierce personne fait l'intermédiaire, un "courtier en prêts hypothécaires", qui travaille non pas pour l'emprunteur mais pour la banque et il est dans son intérêt de convaincre le client de prendre un prêt qui profitera plus à la banque qu'à lui-même.

Au-delà des subprimes, la collusion croissante entre les différents acteurs de la vie financière qui ont intérêt à entretenir cette bulle qui enrichit tous les intervenants de la chaîne, du courtier en prêts solvables qui, lorsqu'il vend son prêt sait déjà qu'il va provoquer la faillite d'une famille, jusqu'au gestionnaire qui rajoute de la dynamite dans les fonds monétaires dynamiques. Leurs objectifs, quelque soit le prix à payer, est de retrouver en 2007 les niveaux de bonus atteint en 2006.

B. De nombreux acteurs impliqués dans le manque de transparence :

Dans le cas des subprimes, les organismes de crédit hypothécaire américains ne se sont pas contentés de proposer de prêts aux ménages à faibles revenus. La complexité des marchés financiers fait qu'ils ont pu également "découper" ces prêts, et utiliser le système de la titrisation.

Les investisseurs institutionnels (les célèbres fonds de pensions entre autres) mais aussi les banques américaines et internationales ont alors investi dans ces crédits titrisés sur le marché (56% des subprimes ont été titrisés). Les banques ont ensuite proposé à leurs clients des produits financiers adossés à ces crédits hypothécaires. Elles ont élaboré des constructions financières lucratives en rassemblant des séries de crédit et en les logeant dans les sociétés spécialisées qui émettaient des tranches d'obligations, plus ou moins risquées.

Les institutions de prêts immobiliers (les banques et leurs filiales): en considérant l'origine de la crise, on ne peut s'empêcher de penser que la responsabilité incombe premièrement aux banques qui, en étant moins exigeantes sur le profil des emprunteurs et en multipliant les risques (prêts à taux variable), ont prêté à des ménages américains à faibles revenus qui sont par conséquent peu solvables.

Les agences de notation: qui ont fait une évaluation erronée du risque du fait d'avoir mal estimé le profil financier des établissements spécialisés dans les prêts immobiliers. Elles ont donc une part de responsabilité. C'est, en effet, à elles que revient le rôle d'apprécier la solidité des produits grâce auxquels les transferts de risque sont réalisés.

Les Fonds d'Investissement ou Fonds Spéculatifs (Hedge Funds): ils ont amassé des titres affectés par les défauts de paiement car ceux-ci se répercutent sur les entreprises spécialisées dans le refinancement hypothécaire. On peut remettre en cause la rationalité qui sous-tend leurs choix des produits à proposer aux investisseurs. Ils se lancent dans des opérations financières risquées et se révèlent souvent incapables de faire face au retrait des fonds par les investisseurs dont le patrimoine financier est ainsi mis en danger.

3. De la crise immobilière à la crise financière globale :

Personne n'a anticipé cette crise, pourtant, elle couvait depuis plusieurs années. Le marché immobilier américain a connu une hausse continue, et le prix des biens immobiliers n'a cessé d'augmenter. La demande était forte et l'offre n'était pas suffisante, les prix ont donc augmenté. Pour pallier au manque de logements et devant la promesse d'importants bénéfices liés à la hausse des prix, les promoteurs immobiliers ont multiplié les chantiers de construction. Le nombre de logement a considérablement augmenté. Selon quelques statistiques, 4 millions de logements ont été construits ces dernières années aux Etats-Unis alors que le besoin n'était que de 2 millions.

De ce fait, il existe environ 2 millions de logements vides aux Etats-Unis. Et puisque l'offre est plus importante que la demande, les prix ont donc baissé. Ceux qui avaient emprunté par le système des "Subprimes" se sont trouvés dans l'incapacité de garantir leur prêt. Les établissements bancaires ont donc augmenté les taux d'intérêt mais les emprunteurs, qui ont des revenus modestes voire nuls, ont été incapables d'honorer leur dette. Conséquence directe: Fin Juillet 2007, des établissements de crédit en fait faillite.

A. Liens entre la crise immobilière et la baisse des valeurs boursières :

Les faillites de certains établissements de crédit ne peuvent expliquer la chute de la bourse. En réalité, la plupart des établissements de crédit avaient transformé ces emprunts en titre sur le marché de la bourse. Ce processus de titrisation des prêts hypothécaires a accru les difficultés et a fait de sorte que la crise se généralise à travers l'interconnexion des marchés financiers.

❖ La titrisation: cause de la contagion

Pour tenter de limiter les risques, les banques ont eu recours à la titrisation. Ils ont transformé ces emprunts en titre sur les marchés boursiers.

La titrisation est une technique financière sophistiquée, qui consiste à transférer des actifs ou crédits y afférents sous une forme structure à des investisseurs tiers. Elle donne lieu à une émission de titres sur les marchés de capitaux, adossés actifs sous-jacents (crédits hypothécaires

par exemple) et regroupés par "tranches". Certaines de ces tranches incluent des crédits touchés par des défaillances et défauts de paiements de ménages. Ces tranches sont revendues à d'autres banques dotées d'une valeur et d'un cour.

B. Crise de confiance :

Dans un premier temps, les banques étrangères se sont voulues rassurantes. En France, le directeur de la BNP a d'abord affirmé que la banque n'avait pas procédé à de placements risqués de ce type. Mais quelques jours plus tard, après analyse, la BNP réalise qu'elle possède des subprimes. Le jeudi 9 Août 2007, la BNP décide de geler la cotation de 3 fonds d'investissement. La panique gagne alors les marchés car plus personne ne se sent à l'abri. A partir de là, les banques vont se méfier les unes des autres et ne plus vouloir se prêter de l'argent entre elles.

II- Les conséquences de la crise :

Cette crise de confiance des marchés interbancaires va entraîner la faillite de certaines banques, malgré l'injection de milliards de dollars de la Réserve Fédérale, et cela va provoquer des conséquences fatales sur l'économie mondiale.

1. Les conséquences sur les marchés financiers :

La plupart des économistes pensaient que le gros de la crise était passé début 2008. Une fois que la crise des subprimes fut bien identifiée, que les banques ont revendu ces titres à risques, la crise financière était sur le point de se terminer après un dernier saut fin 2007. Mais la crise fait la reprise en février 2008, quand les banques ont arrêté leurs comptes annuels. Les pertes se sont avérées plus importantes que prévu: entre la chute de l'immobilier, la crise des subprimes, les sauts de la bourse qui ont fait chuter les cours, les pertes d'actifs se sont montées à plusieurs dizaines de milliards de dollars pour certaines banques. C'est le cas de Citibank, qui était la première banque mondiale jusqu'à cette crise. Dès lors, la crise financière qui était d'abord une crise bancaire va se transformer en Krach boursier. A chaque mauvaise nouvelle publication des comptes d'une banque, le titre de la banque chute sur les marchés financiers. Vu la situation de crise, les banques ne se font plus confiance et le marché interbancaire se grippe.

Certains établissements, afin de pallier leur manque de liquidité, n'avaient qu'une seule solution: vendre leurs actions et obligations. Réagissant en nombre et sur un court laps de temps, ces banques provoquent donc une chute brutale des valeurs boursières: Le CAC 40 (Cotation Assistée en Continu) est touché, l'ensemble des places boursières européennes dévissent, suivies de près par les bourses asiatiques.

En une semaine, les principaux indices boursiers connaissent une correction à la baisse brutale:

- Dax (Allemagne):	-4,42%	- FTSE 100: (Royaume-Uni):	-8,37%
- Dow Jones (Etats-Unis):	-5,95%	- CAC 40:	-8,42%
- Nasdaq (Etats-Unis):	-6,16%	- Nikkei (Japon):	-10,3%

2. Les conséquences sur l'économie mondiale :

" ...le monde est une seule pièce, semblable à une toile d'araignée géante, et, aussi délicatement que vous l'effleuriez, l'onde atteint au pourtour le plus distant et sort l'araignée de sa torpeur " [Les fous du roi] de Robert Penn Warren

La crise financière avait des effets directes et indirectes sur l'économie mondiale; directement cette crise a influencé le système financier internationale à cause d'une interconnexion des banques surtout américaines et européennes et aussi cette crise à toucher la sphère réelle par le billet d'assèchement des crédits à l'économie en menaçant les perspectives de croissance des

entreprises puisque celles-ci s'endettent souvent pour améliorer leur capacité productives, pour investir et donc pour conserver et créer de l'emploi ; ceci s'est manifesté par :

→ Au Royaume-Uni, le groupe bancaire Kensington, qui a en portefeuille 150 000 contrats de type «subprime», annonce la démission de son directeur général.

→ Le fonds allemand IKB, très actif sur le marché immobilier américain est menacé de faillite.

→ La banque américaine Home Banc demande à être placée sous la protection de la loi des faillites, lors la valeur de ses pertes (4,9 milliards de dollars) équivaut à celle de ses actifs (5,1 milliards de dollars). Parmi ses créanciers figurent plusieurs banques européennes, dont la Deutsche Bank et la Société générale.

→ Accredited Home Lenders annonce la suppression de 60% de ses effectifs salariés.

→ Le Bureau international du travail (BIT) a indiqué que le nombre de chômeurs dans le monde pourrait passer de 190 millions en 2007 à 210 millions fin 2009.

→ La chute du prix de Baril à 61 Dollars le baril malgré les efforts déployés par l'OPEP.

→ La faillite de LEHMAN-BRODERS : la 4ème plus grande banque aux Etats-Unis.

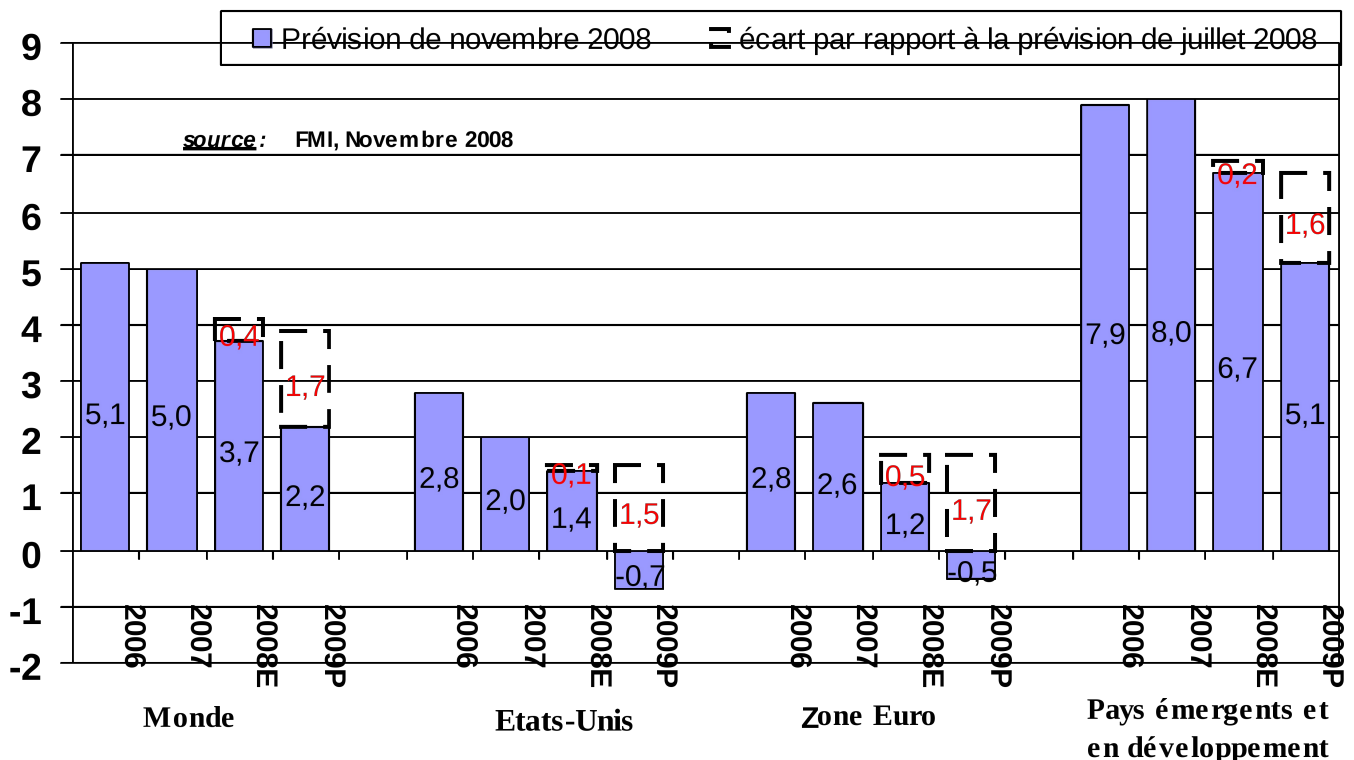
→ Le numéro deux sur le segment des crédits hypothécaires, New Century, voit son cours de bourse chuter de 78 % en une semaine.

→ Une chute brutale des indices boursiers, quelques uns sont allés jusqu'à l'annulation des gains réalisés pendant 5 ans.

Les ondes de la crise ne se limitent pas à des pertes instantanées mais, ils ont touché bien sûr à la liquidité des banques et donc à leurs capacités d'octroi des crédits, puisqu'une perte de 400 milliards de Dollars entraîne une baisse de 2 billions de dollars de crédits qui est équivalent d'un recul de 1,2 point du PIB américain.

Nette contraction de l'économie mondiale

Des révisions importantes aux projections de la croissance mondiale en 2009



GRAPHE N° 1 :

**Source : exposé de Monsieur le Directeur du trésor et des finances extérieures à la 1
conférence économique annuelle d'ATWB**

Ce graphe met en évidence l'impact de la crise financière sur la croissance des différentes zones par rapport à des prévisions déjà établies avant la propagation et l'aggravation de la crise, on constate :

▫ **Pour les Etats-Unis** : leur croissance économique va être négative exactement à l'ordre de -0.7% du PIB en 2009, or les prévisions avant déclenchement de la crise a évalué la croissance du PIB de 1.5% donc un écart de 2.2 points, ceci est normale puisque les Etats-Unis demeurent le centre de gravitation de la crise

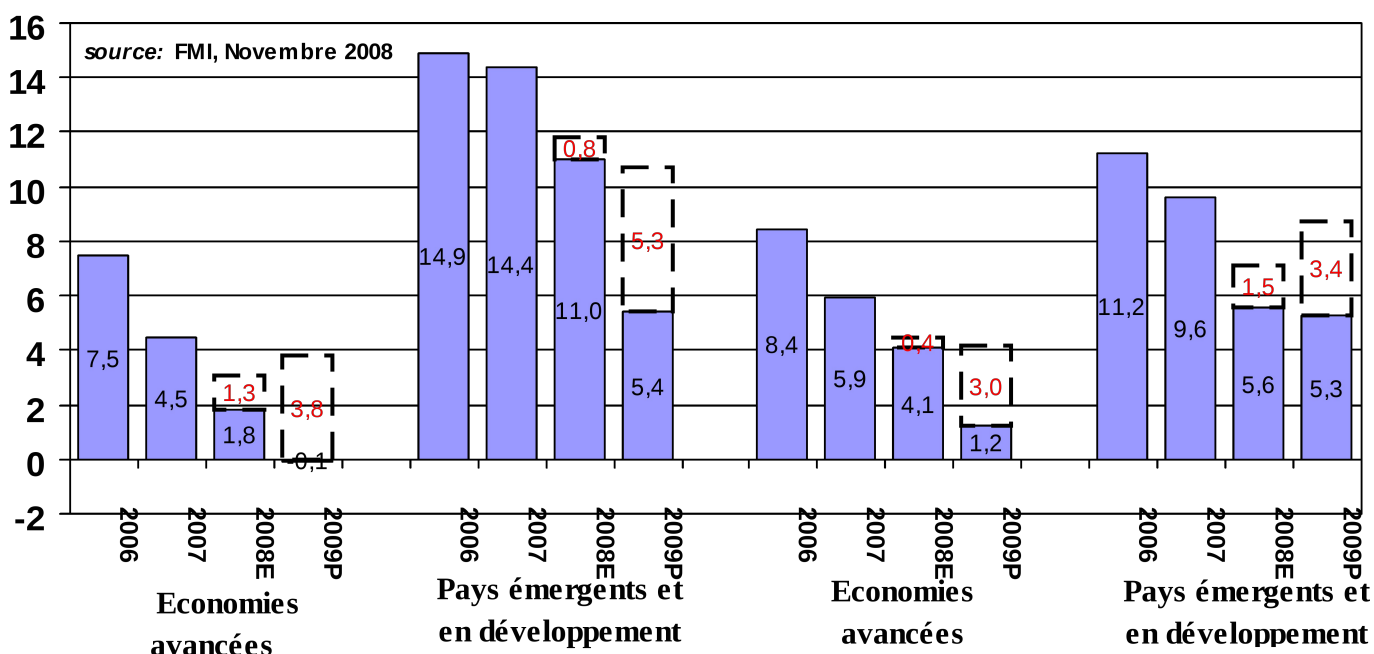
▫ **Pour les pays de la zone d'Euro** : leur croissance va être aussi à l'ordre de -0.5% du PIB, vraiment elle est moins défavorable par rapport à l'économie américaine mais une telle situation doit être relativisé puisque l'écart entre les prévisions de croissance avant la propagation de la crise et après la crise sont de même ordre que les Etats-Unis, ceci est du essentiellement aux fortes relations entre les deux blocs.

▫ **Les pays émergents** ont manifesté une certaine résistance contre la crise mais ils n'ont pas échappé au recul des prévisions déjà établies, leur croissance va passer d'environ 7,6% à 5,1%, certains spécialistes sont plus pessimistes puisque une forte proportion de la croissance de ces pays est liée au commerce extérieur ce qui va peut étouffer leurs exportations.

▫ **Au niveau mondiale**: la récession est sur la croissance prévisible va passer de 3,9% à 2.2% donc une diminution de 1,7 points.

Net Ralentissement du commerce international

■ Prévision de novembre 2008 ▨ écart par rapport à la prévision de juillet 2008



GRAPHE N° 2

**Source : exposé de Monsieur le Directeur du trésor et des finances extérieures à la 1
conférence économique annuelle d'ATWB**

Une étude qui s'est focalisée maintenant sur le commerce international et les effets une telle crise sur les exportations et les importations de deux groupe de pays à savoir les pays avancés (Etats-Unis et L'Europe compris bien sûr) et les pays émergents.

-Les économies avancées : un fort ralentissement des importations à l'ordre de -0.1% de croissance ce qui a fait un écart de 3.9 points entre les prévisions de 3.8%, ce ralentissement des importations est un signe d'amélioration de déficits des balances des paiements qui sont jugés parfois chroniques (cas des Etats-Unis), or la diminution de la valeur des importations est autre signe de diminution des revenus des nations importateurs, puisque celles-ci (les importations) sont une fonction croissante du PIB. Les exportations n'ont pas échappé à la règle puisqu'elles vont connaître une croissance de 1.2% contrairement à des prévisions de 4.2%.

-Les économies émergentes : les importations vont connaître une croissance de 5.4% contre 10.7% comme prévisions avant la crise, or les exportations sont moins touchées par la crise ; elles vont accroître de 5.3% contre 8.7% au moment de la crise, ceci montre que les pays émergents ont pu diversifier leurs marchés et leurs débouchés, ils sont moins dépendants envers les économies avancée.

III. La crise financière quelles solutions?

La crise actuelle a montré des défaillances du système financier capitaliste, elle a poussé les chefs d'Etats et les spécialistes à proposer plusieurs solutions à une telle situation, afin de préserver l'emploi et la croissance économique et donc préserver la stabilité politique et sociale du monde ; et parmi ces solutions on cite :

- L'exigence des fonds propres pour confronter les risques de défaillances.
- Un contrôle postérieur des notations des agences puisque l'autonomie de ses dernières n'est pas garantie car elles reçoivent leurs rémunérations des banques notées.
- Revoir le système de rémunération des dirigeants qui est basé actuellement sur les résultats, or il doit être une fonction décroissante des risques liées aux différentes opérations.
- Une forte présence de l'Etat dans la réglementation et la transparence de l'économie.
- Renforcer la cohérence internationale et la qualité des normes réglementaires, notamment en mettant en œuvre les réformes et les recommandations et en les étendant au niveau mondial.
- Renforcer la coordination internationale entre les autorités de surveillance financière.
- Renforcer la surveillance macroéconomique et la prévention des crises en regroupant les aspects macro et micro prudentiels, en consolidant la stabilité financière et en développant des systèmes d'alerte rapide.
- Renforcer les capacités de gestion des crises financières et de règlement des crises aux niveaux national, régional et multilatéral.
- Intensification du contrôle : Les contrôleurs devront mieux évaluer le niveau des fonds propres au regard des risques pouvant échapper au pilier 1 du dispositif de Baie II. Il faudrait veiller davantage à ce que les banques disposent d'un bon système de gestion des risques (y compris risques de marché et risques de liquidité) et d'une solide structure de gouvernance. Si les organes de contrôle estiment que les risques ne sont pas suffisamment bien gérés ou que les plans pour parer aux imprévus ne sont pas suffisants, ils devraient pouvoir exiger des marges plus importantes de fonds propres ou de liquidités.

☆ Quelques tentatives de résolution :

Beaucoup d'encre a coulé afin de donner quelques ordonnances pour remédier la situation, mais c'est quelques unes qui sont appliquées comme le plan de Paulson et celui d'Obama.

❖ Le plan Paulson :

Face à l'ampleur de la crise financière, et dans un contexte de campagne électorale, l'administration Bush, en la personne du secrétaire au trésor Henry Paulson devait proposer un plan ambitieux destiné à rétablir la confiance et à assainir l'économie. Ce plan, initialement baptisé « TARP » (Troubled Asset Relief Program) avait l'appui de la Fed dirigée par Ben Bernanke et, bon gré malgré celui de Barack Obama et de John McCain. Il consistait à utiliser environ 700 milliards de dollars de fonds publics pour racheter les créances douteuses des banques et éviter ainsi la débâcle des institutions financières.

Par ce plan, le trésor américain entendait débarrasser les banques de leurs créances douteuses (qualifiées d'actifs « toxiques ») à l'origine de la crise. Il s'agissait de restaurer la confiance dans le système financier. En échange de cette action l'Etat obtenait des titres de propriété dans les banques aidées (d'où l'expression de « Nationalisation » des banques). Si le système financier se redressait, le trésor américain devrait encaisser des bénéfices, et peut-être même revendre à profit ses titres. L'Etat est aussi tenu par le plan Paulson d'assouplir les modalités des prêts rachetés, ceci afin de soulager les emprunteurs propriétaires de maisons menacées de saisies. Les sommes devaient être octroyées en trois étapes: 250 milliards de dollars immédiatement accordés au trésor, 100 milliards octroyés, si nécessaire, à la demande du président, puis 350 milliards sujets à un nouveau vote du Congrès. Deux comités externes étaient chargés de surveiller la façon dont auraient été dépensées ces sommes qui devaient essentiellement servir à racheter les actifs douteux des banques, comme on l'a écrit plus haut.

Cependant, le plan Paulson devait dans un premier temps être rejeté par la Chambre des Représentants le lundi 29 septembre 2008, par 228 voix contre 205.

Dans un discours prononcé le 30 septembre, le président Bush insistait alors sur l'urgence de trouver une solution alternative au plan Paulson, solution sans laquelle, selon lui, la crise ne pourrait que s'aggraver. Il faisait ainsi, au grand dam de ses nombreux ennemis, l'unité des deux candidats autour de la nécessité d'adopter le plan de sauvetage.

Le 1er octobre 2008, un texte amendé était finalement adopté à une large majorité (74 voix contre 25) par le Sénat américain tandis que la Chambre des Représentants l'adoptait aussi le vendredi 4 octobre 2008 par 263 voix contre 171.

La seconde mouture du plan Paulson diffère légèrement de la première sur deux points principaux : d'une part, la garantie des dépôts bancaires passe de 100 000 dollars à 250 000 dollars et d'autre part, environ 150 milliards de crédits d'impôts et autres aides diverses ont été ajoutés aux 700 milliards de dollars de ressources accordées au trésor pour stabiliser le système financier.

2 - Le plan OBAMA : un New-deal à 789 milliards de dollars :

Le plan de relance que Barack Obama a dévoilé immédiatement après son investiture à la Maison-Blanche le 20 janvier 2009 était très attendu dans les capitales et les bourses du monde. L'enjeu est de taille : d'abord sauver les États-Unis de la dépression, ensuite éviter une forte récession mondiale.

Le plan Paulson apparaît bien pâle au regard du plan Obama. Ce plan prévoit en effet une enveloppe budgétaire de 850 milliards de dollars sur deux ans (6 % du produit intérieur brut américain), la plus importante depuis le New Deal de Franklin Roosevelt dans les années 1930.

Objectif identique à celui du New-Deal : reconstruire les routes, les ponts et les écoles, apporter l'Internet à haut débit dans les zones les plus isolées des États-Unis (ainsi que Roosevelt l'avait fait avec l'électricité), équiper les bâtiments publics de matériaux économes en énergie. Ce plan, qui vise à sauver 3 millions d'emplois serait une aubaine pour les ouvriers du bâtiment, les ingénieurs ou les chômeurs des usines automobiles de Détroit.

Par ailleurs, il pourrait servir de modèle ailleurs dans le monde où des plans similaires s'annoncent timidement.

À côté des Etats-Unis, l'Europe apparaît timorée. En effet. L'Union européenne ne s'est engagée jusqu'à présent à consacrer que 1,5 % de son PIB, soit 200 milliards d'euros, à sa relance. Mais pour l'instant, seule l'Espagne et la Grande-Bretagne, qui aident directement les ménages les plus endettés. Les autres Européens rechignent aux dépenses nouvelles et préfèrent, comme en France, accélérer des projets d'investissements déjà prévus.

C'est l'Asie qui prévoit les relances les plus massives. La Chine a prévu 586 milliards de dollars de dépenses supplémentaires, soit 14 % de son PIB, pour compenser la chute de ses exportations. Le Japon lui aussi a pris des mesures radicales. Tokyo a aligné ses taux d'intérêt sur ceux, devenus nuls, de la banque centrale américaine (Fed) et a lancé un programme de dépenses publiques évalué à 5 % du PIB.

De la 1^{ère} vue, cette crise peut nous faire le sentiment qu'elle va mettre fin au système de production capitaliste, en annonçant l'apparition d'un autre système de production plus égalitaire et plus humain, or l'histoire nous a appris qu'à chaque crise le capitalisme se renforce de plus en plus, mais ce renforcement crée des inégalités soit intra capitaliste (riches/pauvre) ou extra capitaliste (pays développés/ pays en voie de développement), donc le noyau de la crise ne réside pas dans les défauts des paiements, mais dans les causes qui ont poussé ses gents à s'endetter et de la de leurs capacités, et aussi des esprits hyper spéculatifs qui ont profité d'une telle situation pour s'enrichir. Et pour notre pays le MAROC : quelles sont les répercutions de la crise financière mondiale sur l'économie nationale ?

Chapitre IV : Le Maroc face à la crise

Le Maroc, après avoir été épargné dans un premier temps par la crise financière, grâce à la solidité de son système bancaire et à sa faible exposition aux marchés financiers internationaux, subit depuis le deuxième semestre de 2008 les répercussions de la crise économique mondiale par le biais des secteurs exportateurs, de l'activité touristique, des transferts des Marocains Résidant à l'Etranger (MRE) et des flux des investissements extérieurs.

Au-delà des répercussions directes sur certains secteurs, la crise actuelle a mis en exergue les déficiences structurelles antérieures à la crise qui affectent l'économie marocaine. Parmi elles figurent la soutenabilité budgétaire limitée, la faible compétitivité de l'économie, l'aggravation du déficit commercial, l'étroitesse du marché intérieur, l'absence d'une vision stratégique et de la bonne gouvernance.

Pour mesurer l'ampleur de la crise on va donner un aperçu sur la situation de l'économie marocaine avant la crise (dans le premier point), puis on va expliquer les effets de la crise sur l'économie marocaine (deuxième point) et les mesures et recommandations pour faire face à cette crise (troisième point).

I-la situation de l'économie marocaine avant la crise

L'économie marocaine a connu d'importantes transformations au cours de ces dernières années, à la faveur d'un processus de réformes qui a permis d'accroître son attractivité.

Elle est désormais inscrite sur un nouveau palier de croissance: la croissance du PIB hors-agriculture a été de 5% en moyenne pour la période 2004-2007 contre 3,9% pour la période 1999-2003. La structure de l'économie nationale s'est progressivement diversifiée au profit de secteurs dynamiques, notamment les services qui sont devenus une force d'attraction des IDE et un relais important du commerce extérieur, compensant partiellement la dégradation quasi-structurelle de la balance commerciale.

Le marché intérieur a bénéficié d'une nouvelle dynamique, soutenue par la croissance de la consommation des ménages et par l'effort d'investissement consenti aussi bien par le secteur privé que public. Le taux d'investissement, qui a nettement augmenté ces dernières années pour atteindre 30% du PIB.

Cette dynamique a eu un impact sur l'emploi, avec une réduction du taux de chômage de près de 4 points en l'espace de cinq années pour se situer actuellement autour de 9,8%. La demande a été largement portée par le crédit bancaire dont l'encours a doublé de 2005 à 2008, dans un contexte de baisse des taux d'intérêt, de bancarisation active et de solidité du système financier.

La dynamique de croissance et la multiplication des programmes spécifiques de développement humain ont aussi permis d'enregistrer des progrès notables en matière de lutte contre la pauvreté et de réduction des inégalités.

Le taux de Pauvreté s'est réduit de 15,3% en 2001 à 9% en 2007. L'augmentation constante de l'allocation budgétaire aux secteurs sociaux s'est traduite par une grande diversité de programmes et d'actions visant l'extension des infrastructures sociales et l'accès aux soins médicaux, à l'éducation et à l'habitat.

Compte tenu de la régularité des performances enregistrées ces dernières années, les fondamentaux macroéconomiques se sont nettement améliorés. L'inflation a été maîtrisée pour se situer en dessous de 3%. Il y a aussi la réduction continue du déficit budgétaire et la baisse du taux d'endettement extérieur de 26,4% du PIB en 2003 à 19,8% en 2007.

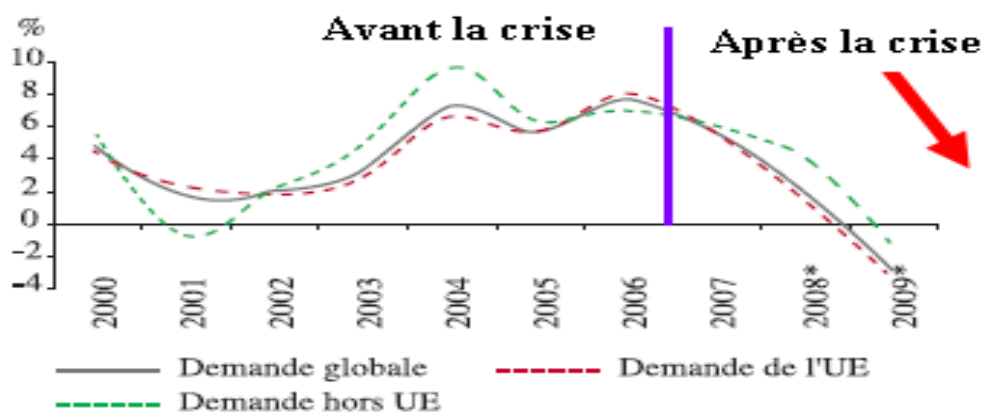
Toutefois, malgré les évolutions enregistrées au cours des dernières années, l'économie marocaine ne s'est pas totalement affranchie de certains facteurs de fragilité qui pourraient affecter son processus de développement, particulièrement en cette période de crise mondiale.

Sur le plan social, des efforts additionnels restent à consentir pour accélérer et approfondir les réformes dans les domaines liés à la santé et à l'éducation. De plus, la persistance des inégalités constitue une menace sur le processus de développement et sur l'équilibre social.

Sur le plan du commerce extérieur, les exportations restent à faible contenu technologique et polarisées à près des deux tiers sur les marchés de l'Union Européenne. Le Maroc ne saisit pas encore toutes les opportunités liées à la mondialisation, en raison de la faible compétitivité des exportations et leur diversification limitée.

Le Maroc dans le premier temps il était épargné par la crise financière, mais il touché par la suite à travers quatre canaux de transmission à savoir les échanges extérieur, les recettes touristiques, les transferts des marocaines résidents à l'étranger (MRE) et les investissements directs étranger (IDE) :

- ✚ Les échanges commerciaux de biens et se manifeste par un repli de la demande étrangère adressée au Maroc, en particulier sous l'effet de la diminution de l'activité et de la consommation dans les principales économies partenaires.

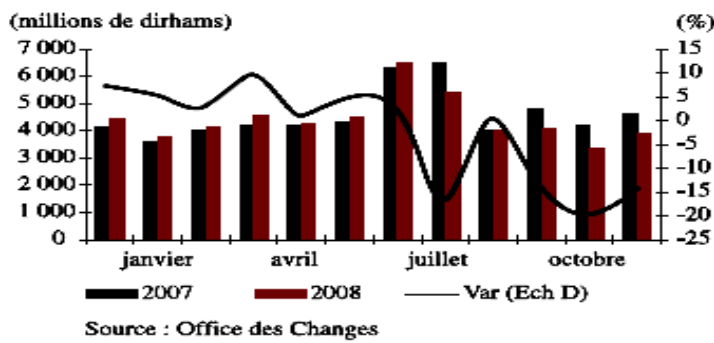


Source : Ministère de l'Economie et des Finances

Evolution de la demande étrangère adressée au Maroc

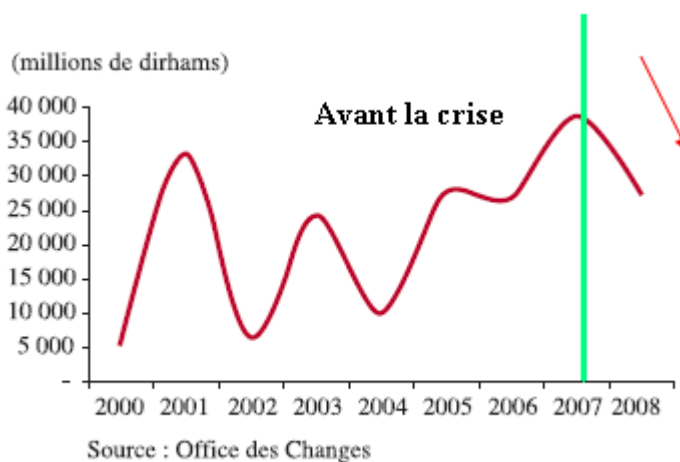
- ✚ La baisse des recettes touristiques. Il résulte de la réduction des dépenses des ménages dans les principaux pays émetteurs de touristes et de l'intensification de la concurrence régionale et internationale en matière d'offre touristique.
- ✚ Le ralentissement des transferts des MRE, affectés dans leur pays de résidence par le repli de l'activité et par le chômage, notamment dans les secteurs du bâtiment et de l'automobile où la main d'œuvre étrangère est fortement représentée. Les transferts des MRE ont contribué ces

dernières années à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural et au développement du marché des biens de consommation et du logement.



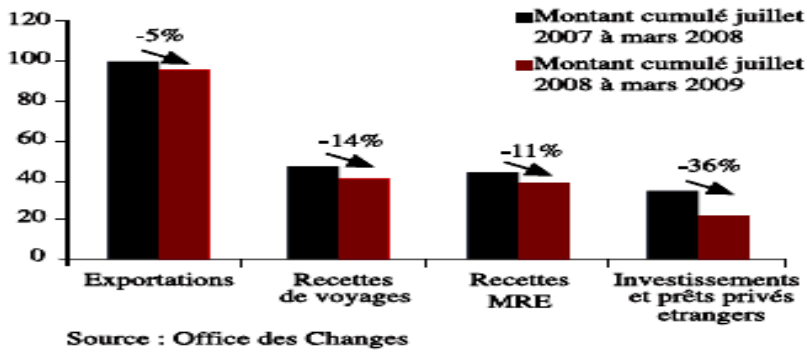
Evolution mensuelle des recettes des MRE

- ✚ La contraction des IDE sous l'effet de la montée des incertitudes, des difficultés de financement à l'échelle mondiale et des éventuels reports de projets d'investissements.

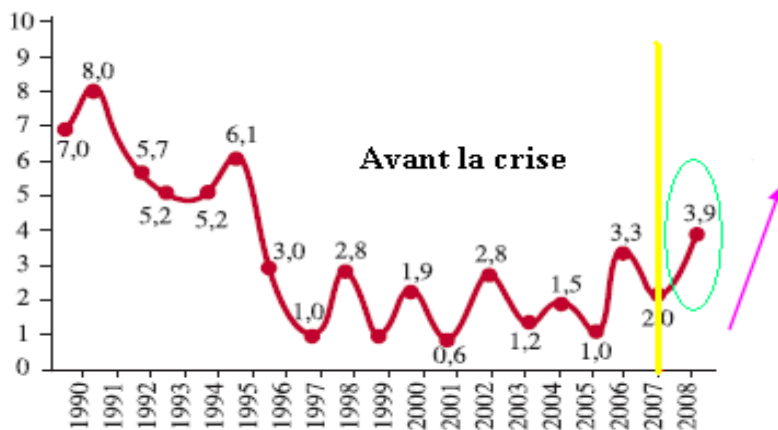


Evolution des IDE au Maroc

Pour la période allant de juillet 2008 à mars 2009, soit depuis la confirmation des signes de crise à l'échelle internationale, ces 4 canaux ont drainé 28 milliards de dirhams de moins que la même période un an auparavant, soit une baisse de 13% .



Impact des canaux de transmission de la crise



Evolution du taux d'inflation au Maroc

II-Les effets de la crise sur l'économie marocaine

A l'instar des autres pays émergents, le Maroc se trouve, affecté par le retournement de l'économie mondiale depuis le second semestre 2008. Le taux de croissance pour l'année 2008 reflète globalement cet impact: selon les dernières estimations du Haut Commissariat au Plan, il avoisinerait 5,4% au lieu d'un taux de 6,8% qui a été prévu.

Selon le fonds monétaire international (FMI) « le système bancaire marocain était stable, bien capitalisé, profitable et résistant aux chocs».

Les investigations entreprises par Bank Al-Maghreb, montraient que la part des actifs étrangers dans le total des actifs des banques marocaines demeurait marginale (moins de 4%) et que les banques ne détenaient pas d'actifs toxiques dans leurs portefeuilles. En outre, selon les statistiques du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières, la part des non-résidents dans la capitalisation boursière, hors participations stratégiques, s'établissait à moins de 1,8% à fin 2007. La crise a des effets néfastes sur

l'économie marocaine ; notamment le secteur d'automobile, le secteur de textile-habillement, le secteur immobilier ,le commerce extérieur ,le tourisme ;les transferts des MRE et les IDE .

a-Le secteur d'automobile :

La période 2008- 2009, s'annonce difficile pour le secteur automobile et les exportateurs sont les seules qui ont subi de plein fouet les effets de la crise économique et financière, par contre les opérateurs qui ciblent le marché local sont faiblement touché par la crise.

L'activité des exportations dans le secteur automobile qui respectent environ 70% est touché, et les premiers effets ont été ressentis au cours du dernier trimestre de 2008, lorsqu' on assisté à une baisse et des annulations de commande, cette baisse oscille entre 20 et 30% des commandes.

b-Le secteur du textile-habillement :

Les exportations du Maroc du secteur de textile sont fortement liés de l'Espagne (premier marché) , et la France .A eux deux ces marchés absorbent 66% des exportations marocaines .Le Maroc exporte également de manière significative vers la Grande-Bretagne qui constitue sont troisième débouché ,il exporte aussi vers d'autre pays d'Europe à savoir l'Allemagne ,le Benelux ,l'Italie

Ces pays sont fortement influencés par la crise mondiale, ce qui répercute sans aucun doute sur l'économie des pays émergents et en les pays en voie de développement dont le Maroc fait partie .Le Maroc n'est pas a l'abri non plus de cette crise.

c-Le commerce extérieur :

Le Maroc est un pays exportateur qui a subit de plein fouet les conséquences de cette crise qui touche les pays clients, notamment la France, l'Espagne et les Etats –unis.

Le première partenaire commerciale , la France participe pour 17,8% dans le total des transactions commerciales du Maroc avec l'étranger (premier client avec 22,5 et premier fournisseur avec 15,6% .L'Espagne demeure en deuxième position avec 12 ,5% des échanges ,suivi par l'Italie (5,8%) ,L'Arabie Saoudite (4,9%) et les Etats-Unis d'Amérique (4,5%).Le ministre du commerce extérieur avait affirmé que l'année 2010 connaitre un changement de tendance du déficit de la balance commerciale ,il devient nécessaire de faire le point sur le commerce bilatérale et d'examiner les moyens pour le dynamiser . la crise a engendré une délocalisation énorme d'entreprise étrangère vers notre pays .

d-Le transfert des marocains résidents à l'étranger (MRE) :

L'impact de la crise est également visible dans les envois de MRE, lesquels n'ont enregistré aucune évolution, le problème c'est que les travailleurs marocaines vivent et travaillent dans des pays dont les économies sont frappées par la crise .La situation devenant difficile certains d'entre eux renvoient à la baisse le montant de leurs transferts.

e-Le tourisme et le secteur immobilier :

Le secteur touristique marocain est stratégique et prioritaires non seulement parce qu'il draine des investissements lourd et des recettes considérables en devises mais aussi , il est un grand pourvoyeur

d'emplois .IL est certes que l'organisations mondiale du tourisme prévoit une baisse en 2009 , mais l'Europe qui représente que 46% du marché mondial demeure le marché traditionnel du Maroc .Le marché européen avec la crise il est affecté par une conjoncture économique médiocre , les touristes européens ,confrontés à une baisse de leur pouvoir d'achat donc il ne partiront moins en vacances ou en tout cas seront très vigilants sur leurs budgets .En 2009, les recettes touristiques ont baissé de 23% par rapport à la même période de l'année dernière, est ça cause de la chute globale au niveau de nuitée, cette chute est de 7% d'après les statistiques officielle de la direction de tourisme .Cela est due principalement à la diminution du pouvoir d'achat des touristes qui a causé une baisse au niveau des voyages organiser par touristes.

Concernant le secteur immobilier marocain, il est aussi touché par la crise, puisque l'effondrement du marché de l'immobilier en Europe et dans le monde aura comme conséquence de provoquer une raréfaction des achats de biens immobiliers.

f- Baisse des investissements étrangers directs (IDE) :

Les IED seront gravement affectés au niveau mondial et il faudrait de nombreuses années pour retrouver le niveau des années passées. Avec 4,5 milliards de dollars US en 2007, le Maroc est le premier pays récepteur des investissements étrangers directs (IDE) dans le continent africain. La crise financière aux USA et en Europe aura des répercussions négatives sur les projets touristiques actuels et futurs. Les pays pétroliers du golfe placent des sommes colossales aux USA. Ils sont donc gravement affectés par les pertes subies par des banques américaines. On pourrait s'attendre à une baisse de projets d'investissements en provenance des pays pétroliers non seulement au Maroc mais dans l'ensemble des pays arabes. Au Maroc, les investisseurs des pays du Golfe (Koweït, les Emirats) sont très actifs dans les secteurs du tourisme et de l'immobilier qui sont affectés à des degrés variables.

Variation trimestrielle comparée a celle de l'année précédente

En %	Fin mars 2008/2009	Fin juin 2008/2009	Fin septembre 2008/2009
Exportations	-29 ,4	-34,5	-33,6
Exportations hors OCP	-22,2	-20,7	-16,9
Importations	-18,6	-21,5	-23,4
Importations hors énergie	-11,5	-15,5	-19,7
Recettes voyages	-21,6	-13,6	-8,8
Transferts des MRE	-14,6	-12,3	-9,7
Investissement et prêts privés étrange	-25,3	-34,5	-35,9
Exportations textile et habillement	-8,4	-0,7	-2,6
Exportations équipement automobile	-	-30,0	-23,6
Exportations secteur de l'électronique	-34,6	-29,7	-24,4

Source : Ministère de l'économie des finances (2009)

III-Les mesures et recommandations pour faire face à la crise

Pour faire face à la crise le Maroc a créé un comité de veille stratégique chargé de suivre les répercussions de la crise mondiale sur l'économie marocaine notamment dans le domaine du textile et de l'automobile, ce comité a également pour mission de proposer au gouvernement une série de mesures d'urgence destinées à atténuer l'impact de cette crise sur la production industrielle destinée à l'exportation, cet organisme a proposé aussi à l'Etat la mise en œuvre d'un programme de soutien financier aux entreprises les plus exposées à la crise mondiale.

Les premières mesures adoptées par le Maroc sont destinées principalement à accompagner les entreprises les plus touchées dans les secteurs du textile, du cuir et des équipements automobiles.

Elles s'articulent autour de trois volets:

- ✚ La première mesure est relative à la préservation de la compétitivité et de l'emploi. L'Etat financera une partie des charges sociales qui pèsent lourdement sur les entreprises en cette période sous condition de garder leurs salariés.
- ✚ La deuxième intervention aura trait à l'allègement des difficultés des trésoreries des entreprises en mettant en place un plan pour garantir un financement d'une grande partie des fonds de roulement.
- ✚ Le troisième volet est non moins important. Il s'agit de la promotion des exportations pour que l'économie nationale soit active au lieu de subir l'influence extérieure. A ce niveau ; pour accompagner les entreprises, le Maroc a également décidé une contribution substantielle au financement des actions commerciales ou de prospection à l'étranger qui a pour objectif de leur faire gagner de nouvelles parts de marché (80 % des frais seraient ainsi pris en charge).

La crise a révélée la fragilité de l'économie marocaine. Par conséquent, au-delà des réponses conjoncturelles, il sera aussi capital de résoudre les problématiques structurelles.

Le Maroc a entrepris d'importantes réformes structurelles qui lui ont permis d'améliorer ses fondamentaux macroéconomiques et de progresser sur la voie de la modernisation de ses structures économiques et institutionnelles. Ces réformes méritent d'être poursuivies pour accroître la compétitivité de l'économie nationale, saisir les opportunités nées de la crise et développer un marché intérieur à même de constituer un véritable relais de croissance en cas de crises.

En dépit de la conclusion de plusieurs accords de libre échange, le commerce extérieur marocain n'a pas connu une modification profonde en termes de diversification des produits et des débouchés extérieurs et de qualité de l'offre exportable. Les échanges demeurent polarisés sur l'Europe, avec laquelle le Maroc accuse un déficit commercial chronique et les exportations nationales restent dominées par des produits à faible contenance technologique. Ce constat exige une action forte pour redresser le commerce extérieur du pays, à travers la compétitivité de l'offre exportable du Maroc et l'efficacité des dispositifs de promotion du Maroc à l'étranger.

Le défi de la compétitivité ne pourra être relevé sans la restructuration du tissu productif et la modernisation du profil de spécialisation sectorielle de l'économie nationale et Cela implique le renouvellement des secteurs porteurs de l'économie, avec d'une part la réduction naturelle du poids des activités exportatrices peu compétitives au plan mondial et, d'autre part, le développement d'activités à haute valeur ajoutée pour lesquelles le pays dispose d'avantages compétitifs certains.

La crise a montrée aussi la nécessité de favoriser les leviers de développement du marché intérieur, afin d'atténuer la dépendance du Maroc de l'extérieur. Un meilleur équilibre entre la demande intérieure et la demande extérieure est nécessaire pour éviter les ruptures de la dynamique de croissance et réduire la vulnérabilité de l'économie marocaine, dans un contexte de libre échange.

La crise actuelle rappelle le caractère décisif de l'ancrage à des blocs régionaux solides et intégrés, constituant un espace pertinent d'amortissement en périodes de crise et de construction de réponses communes. Elle incite ainsi le Maroc à exploiter davantage les multiples opportunités d'intégration et de coopération à sa portée. A ce niveau il serait nécessaires pour le Maroc d'approfondie ces politiques de coopération et d'intégration avec l'union Européenne qui reste structurellement le premier partenaire économique du Maroc en bénéficiant de la proximité renforcée sur le plan économique, social et institutionnel.

Enfin le dynamisme et le renouvellement du tissu productif national ne pourra se faire sans la suppression de certains verrous qui bloquent la libération de l'initiative privée et détériorent le climat des affaires. Dans ce cadre, il devient nécessaire d'adopter des réformes susceptibles d'accroître la confiance des entrepreneurs tant nationaux qu'étrangers dans le domaine de la justice et de la formation.

Le Maroc à l'instar des pays ayant la volonté de se développer ;se trouve obligé de mettre en ouvre un série de régulations et de réformes , ainsi que l'établissement d'une stratégie claire et pertinentes pour pouvoir développer ses secteurs productifs et particulièrement améliorer la compétitivité de ses entreprises qui doivent se préparer ,sans plus tarder ,à faire face aux défis qui les attendent du fait de la libéralisation des échanges et de la globalisation de l'économie . D'autre part il devrait nécessaires pour le Maroc s'inscrire dans le processus de la mondialisation des relations économiques en tenant compte les mutations géopolitiques mondiales, pour se préparer un monde de l'après crise là où il ne restera pas un monde de nations mais un monde de pôles régionaux dans lequel se retrouveront ces nations .

Bibilographie

- Dictionnaire d'économie et de sciences sociales Jean-Yves CAPUL éditions HATIER 2005.
- Economie DPECF N°2 Martine Reuzeau éditions ESKA 1997
- « **نحن والازمة العالمية** » Fath Allah Oualalou ; édition ; centre culturel arabe 2009.
- Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) ; Le Maroc face à la crise financière et économique mondiale ; Mai 2009.
- (Représentants du Ministère marocain de l'Économie et des finances) ; « Impact de la crise sur l'économie marocaine et réponse des autorités » ; 4^{ème} Conférence économique africaine Novembre 2009. Loubna M'Hamdi ALAOUI et M. Khalid KENSI
- Crise d'hier, et crise d'aujourd'hui, nouvelle édition revue et actualisée, Bruno Marcel et Jacques Taïb.
- Les grandes crises internationales et le droit. édition du seuil Gilbert Guillaume.
- Fath Allah Oualalou « crise financière, limites du capitalisme non régulé » ; Article ; octobre 2008.
- [Journal L'UQAM](#), vol. XXXV, no 9 (12 janvier 2009).

webographie

- [http://www.aufaitmaroc.com/fr/actualite/economie/article/leconomie marocaine face à la crise mondiale.](http://www.aufaitmaroc.com/fr/actualite/economie/article/leconomie%20marocaine%20face%20%C3%A0%20la%20crise%20mondiale)
- [http://www.conjoncture.ma/EtudesetFormations.](http://www.conjoncture.ma/EtudesetFormations)
- [http://www.wabayn.com/economie/le début de la crise au Maroc.](http://www.wabayn.com/economie/le%20d%C3%A9but%20de%20la%20crise%20au%20Maroc)
- [http://www.emarrakech.info/Le Maroc reste confiant face à la crise financière mondiale.](http://www.emarrakech.info/Le%20Maroc%20reste%20confiant%20face%20%C3%A0%20la%20crise%20financi%C3%A8re%20mondiale)